

Brochure n° 3301

Convention collective nationale

IDCC : 2098. – **PRESTATAIRES DE SERVICES
DANS LE DOMAINE
DU SECTEUR TERTIAIRE**

**AVENANT DU 20 JUIN 2006
RELATIF À L'ACCORD PORTANT
SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE DU 11 JUILLET 2005**
NOR : ASET0750477M
IDCC : 2098

Article 1^{er}

Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet d'apporter les précisions nécessaires à l'application de l'accord relatif à l'accès des salariés à la formation tout au long de la vie professionnelle signé le 11 juillet 2005.

Article 2

Actions prioritaires au titre du droit individuel à la formation

Il est ajouté à l'article 22.3 de l'accord relatif à l'accès des salariés à la formation tout au long de la vie professionnelle signé le 11 juillet 2005 un dernier alinéa rédigé de la manière suivante :

« Sont considérées comme actions prioritaires au titre du droit individuel à la formation les actions suivantes :

1. Les actions concourant au maintien dans l'emploi et au développement des compétences en dehors des actions d'adaptation aux postes de travail :
 - actions liées à l'évolution des emplois ;
 - actions liées au développement des compétences.

Sont notamment considérées comme actions prioritaires au titre du droit individuel à la formation les actions qui contribuent au développement :

- des compétences linguistiques (apprentissage et approfondissement des langues) ;
 - des compétences liées aux techniques de vente et de communication ;
 - des compétences liées à la gestion de la relation client pour les personnels non commerciaux ;
 - des connaissances en matière de management quel que soit le niveau du demandeur ;
 - de tout ce qui concerne les techniques professionnelles à l'attention de toutes les catégories professionnelles de la branche dans des spécialités qui ne sont pas celles de l'emploi tenu par le salarié.
2. Les actions correspondant aux objectifs de la professionnalisation :
- actions conduisant à une qualification reconnue ;
 - actions tendant à obtenir des unités de valeurs inhérentes aux CQP de la branche ;
 - actions identifiées par la CPNEFP comme ayant un objectif de professionnalisation, soit :
 - développement d'une qualification d'un objectif de professionnalisation du salarié notamment à caractère transversal à plusieurs métiers ;
 - mise au point de réponses à des besoins spécifiques à certains bassins d'emploi correspondant à des projets précis de développement de la professionnalisation des salariés ;
 - développement de parcours de formation dans le cadre d'un projet de reprise ou de création d'entreprise.
3. Les actions concourant à l'individualisation des parcours :
- actions des bilans de compétences ou de VAE ;
 - actions diplômantes ou qualifiantes ;
 - actions consécutives aux actions des bilans de compétences ou de VAE.

Il est convenu que la CPNEFP pourra modifier les priorités de formation de la branche en prenant notamment en compte la diversité des activités couvertes par la branche.

Enfin, concernant les modalités d'utilisation du droit individuel à la formation prioritaire, il est rappelé qu'elles sont prévues par l'accord de formation conclu le 11 juillet 2005.

Article 3

Fonctionnement de l'observatoire prospectif des métiers et des qualifications de la branche

Le dernier alinéa de l'article 18.3 de l'accord relatif à l'accès des salariés à la formation tout au long de la vie professionnelle signé le 11 juillet 2005 est désormais rédigé de la manière suivante :

« Le financement de l'observatoire est prévu avec une participation de 2 % de la collecte sur la professionnalisation. »

La mention « et sous réserve des fonds disponibles » est donc supprimée.

Article 4

Dépôt et extension

Le présent avenant sera déposé par la partie la plus diligente, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail, et les parties conviennent de le présenter à l'extension auprès du ministère compétent, à l'expiration du délai légal d'opposition.

Fait à Paris, le 20 juin 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

ANCR ;
FIGEC ;
SNCAED ;
SNPA ;
SNPR ;
SIST ;
SP2C ;
SORAP.

Syndicats de salariés :

CFE-CGC ;
CFDT-F3C ;
FO.